



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2023





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire.....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes.....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux.....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -107,222 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2023 s'élève à -107,222 Md€ contre -85,369 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-21,852 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 15,024 Md€, une baisse des recettes nettes de 6,708 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,120 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes) : 191,043 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 10,724 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (10,724 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,316 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,929 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,031 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,602 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,219 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (1,984 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,973 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,966 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 4,195 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (3,340 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2023 s'élèvent à 191,043 Md€ contre 176,019 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+15,024 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +7,648 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +6,613 Md€, hausse prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,925 Md€, essentiellement au titre du programme « Service public de l'énergie » (2,255 Md€) et du programme « Infrastructures et services de transports » (1,154 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,206 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,130 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,017 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,821 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,985 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,763 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,696 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,959 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,679 Md€).

pour +3,972 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +3,867 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022), des dépenses de personnel pour +2,077 Md€ (hausse prévue en LFI) et des dépenses d'investissement pour +0,995 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense").

## Recettes du budget général (nettes) : 103,292 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IR net** : 8,314 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,478 Md€ ;

► **IS net** : 6,029 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,989 Md€, dont 1,607 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,427 Md€ de taxe générale sur les activités polluantes ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,923 Md€, dont 1,407 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) affectée à l'Etat et 0,917 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,031 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,902 Md€, dont 0,808 Md€ de dividende versé par ENGIE ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,084 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,072 Md€, dont 2,005 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.



## Recettes fiscales (nettes) : 121,883 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2023 s'élèvent à 121,883 Md€ contre 121,150 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,733 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des recettes de TVA nette pour +2,790 Md€, d'IR net pour +1,320 Md€ (écarts liés au dynamisme des recettes brutes),

de CVAE affectée à l'Etat pour +0,663 Md€ et de prélèvements de solidarité pour +0,508 Md€, ainsi que par une diminution des recettes d'IS net pour -1,680 Md€ (baisse prévue en LFI) et des "Autres taxes intérieures" pour -3,470 Md€ (écart principalement lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire).

## Recettes non fiscales : 4,685 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2023 s'élèvent à 4,685 Md€ contre 11,642 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,957 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'Union

européenne pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -25,481 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2023 s'élèvent à -25,481 Md€ contre -24,920 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,561 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des PSR au

profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,033 Md€, notamment au titre du prélèvement au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

## Fonds de concours et attributions de produits : 2,205 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin mai 2023 s'élèvent à 2,205 Md€ contre

2,128 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,077 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -19,471 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,048 Md€ et des recettes pour 6,948 Md€ (dont 4,681 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,537 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour

11,230 Md€ (dont 10,671 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 11,242 Md€ (dont 10,769 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,987 Md€ (essentiellement au titre de l'acquisition d'actions de la société Electricité de France - EDF).

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2023 s'élève à -19,471 Md€ contre -19,351 Md€ à fin mai 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,120 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -0,951 Md€

(dont le compte « Avances à l'audiovisuel public » pour -1,011 Md€, essentiellement en raison de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public en LFR1 de 2022) et par une augmentation du solde des comptes de commerce de +0,643 Md€.

## Dettes financières de l'Etat au 31 mai 2023 : 2 376,045 Md€

La dette financière est en augmentation de 63,754 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +57,928 Md€

et hausse des BTF de +7,596 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,770 Md€).



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-23 514	-107 222	-85 369	-82 273	-21 852
Dépenses du budget général (nettes)	43 051	191 043	176 019	173 505	15 024
Recettes du budget général (nettes)	24 092	103 292	110 001	110 583	-6 708
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 314	34 450	33 130	33 130	1 320
- IS *	6 029	17 796	19 477	19 477	-1 680
- TICPE	1 031	6 447	6 318	6 689	129
- TVA	6 478	42 256	39 467	43 447	2 790
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 555	-19 471	-19 351	-19 351	-120

<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-966	165 079
Dette financière de l'Etat	-7 107	2 376 045

\* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Dépenses nettes du budget général</b>					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	11 653	59 186	57 109	57 123	2 077
Dépenses de fonctionnement	4 304	34 861	27 213	27 066	7 648
Charges de la dette de l'Etat	10 769	25 989	22 017	22 017	3 972
Dépenses d'investissement	2 082	8 337	7 342	7 342	995
Dépenses d'intervention	14 116	60 552	60 784	58 402	-232
Dépenses d'opérations financières	127	1 042	542	542	500
<b>Total des dépenses (nettes) (I)</b>	<b>43 051</b>	<b>191 043</b>	<b>176 019</b>	<b>173 505</b>	<b>15 024</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>					
Recettes fiscales	27 366	121 883	121 150	121 812	733
Recettes non fiscales	1 577	4 685	11 642	11 642	-6 957
Prélèvements sur recettes	-5 155	-25 481	-24 920	-25 000	-561
Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup>	305	2 205	2 128	2 128	77
<b>Total des recettes (nettes) (II)</b>	<b>24 092</b>	<b>103 292</b>	<b>110 001</b>	<b>110 583</b>	<b>-6 708</b>
<b>Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>29 248</b>	<b>128 773</b>	<b>134 920</b>	<b>135 582</b>	<b>-6 147</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-18 959</b>	<b>-87 750</b>	<b>-66 018</b>	<b>-62 922</b>	<b>-21 732</b>
<b>Comptes spéciaux</b>					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-870	166	-9	-9	175
Solde des comptes de concours financiers	-3 583	-20 384	-19 434	-19 434	-951
Solde des comptes de commerce	-94	744	101	101	643
Solde des comptes d'opérations monétaires	693	703	-1 240	-1 240	1 943
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-4 555</b>	<b>-19 471</b>	<b>-19 351</b>	<b>-19 351</b>	<b>-120</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-23 514</b>	<b>-107 222</b>	<b>-85 369</b>	<b>-82 273</b>	<b>-21 852</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin mai			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 653</b>	<b>59 186</b>	<b>57 109</b>	<b>57 123</b>	<b>2 077</b>
Rémunérations d'activité	6 732	34 152	32 963	32 972	1 189
Cotisations et contributions sociales	4 861	24 561	23 663	23 669	898
Prestations sociales et allocations diverses	60	473	483	483	-10
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>31 398</b>	<b>131 857</b>	<b>118 910</b>	<b>116 381</b>	<b>12 947</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>64</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 304</b>	<b>34 861</b>	<b>27 213</b>	<b>27 066</b>	<b>7 648</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 374	19 292	14 037	13 902	5 256
Subventions pour charges de service public	1 931	15 568	13 176	13 163	2 392
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>10 769</b>	<b>25 989</b>	<b>22 017</b>	<b>22 017</b>	<b>3 972</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	10 769	25 989	22 017	22 017	3 972
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>2 082</b>	<b>8 337</b>	<b>7 342</b>	<b>7 342</b>	<b>995</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 678	5 784	5 279	5 279	505
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	404	2 553	2 063	2 063	490
Subventions pour charges d'investissement <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>14 116</b>	<b>60 552</b>	<b>60 784</b>	<b>58 402</b>	<b>-232</b>
Transferts aux ménages	6 532	26 370	25 423	25 369	947
Transferts aux entreprises	4 605	17 624	16 053	16 158	1 570
Transferts aux collectivités territoriales	1 043	5 616	7 662	5 339	-2 046
Transferts aux autres collectivités	1 935	10 362	11 315	11 206	-953
Appels en garantie	0	580	330	330	250
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>127</b>	<b>1 042</b>	<b>542</b>	<b>542</b>	<b>500</b>
Prêts et avances	1	5	0	0	5
Dotations en fonds propres	126	404	403	403	2
Dépenses de participations financières	0	632	139	139	494
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)</b>	<b>43 051</b>	<b>191 043</b>	<b>176 019</b>	<b>173 505</b>	<b>15 024</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023





	Mois de mai		Cumul à fin mai 2023		Cumul à fin mai 2022 retraité		Cumul à fin mai 2022 consommé		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	CP consommés		
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>199</b>	<b>279</b>	<b>1 546</b>	<b>1 314</b>	<b>1 547</b>	<b>1 561</b>		<b>-233</b>	
Action de la France en Europe et dans le monde	132	123	887	789	1 010	1 010		-221	
Diplomatie culturelle et d'influence	41	134	462	332	376	391		-44	
Français à l'étranger et affaires consulaires	26	23	198	193	160	160		32	
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>343</b>	<b>322</b>	<b>1 807</b>	<b>1 749</b>	<b>1 769</b>	<b>1 765</b>		<b>-21</b>	
Administration territoriale de l'Etat	195	199	1 055	1 024	971	964		53	
Vie politique	2	2	80	83	177	177		-95	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	146	120	672	642	621	624		21	
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>658</b>	<b>537</b>	<b>1 455</b>	<b>1 335</b>	<b>1 206</b>	<b>1 119</b>		<b>129</b>	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt <sup>(1)</sup>	168	54	570	465	543	617		-78	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	53	47	263	250	269	268		-19	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	45	230	229	232	234		-3	
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) <sup>(2)</sup>	391	391	391	391	162	0		229	
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0		0	
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>409</b>	<b>353</b>	<b>1 935</b>	<b>2 096</b>	<b>1 737</b>	<b>1 739</b>		<b>359</b>	
Aide économique et financière au développement	11	18	246	772	249	250		523	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0		0	
Solidarité à l'égard des pays en développement	399	335	1 689	1 324	1 489	1 489		-165	
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0		0	
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1 312</b>	<b>1 234</b>	<b>1 313</b>	<b>1 313</b>		<b>-79</b>	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	6	3	1 239	1 161	1 236	1 236		-75	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	73	73	77	77		-4	
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>459</b>	<b>4 195</b>	<b>15 374</b>	<b>8 353</b>	<b>7 760</b>	<b>7 755</b>		<b>593</b>	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	185	192	1 181	804	606	606		198	
Aide à l'accès au logement	-13	3 340	13 282	6 681	6 536	6 536		145	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	209	574	625	623	346	346		278	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	36	94	87	92	91		-6	
Politique de la ville	45	39	172	100	140	138		-40	
Interventions territoriales de l'Etat	11	13	21	58	39	37		19	
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>52</b>	<b>70</b>	<b>336</b>	<b>340</b>	<b>309</b>	<b>309</b>		<b>31</b>	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	51	193	200	175	175		25	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44		0	
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	99	96	90	90		6	
Haut Conseil des finances publiques <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0		0	
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0		0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0		0	
<b>CULTURE</b>	<b>586</b>	<b>539</b>	<b>2 152</b>	<b>1 497</b>	<b>1 311</b>	<b>1 310</b>		<b>185</b>	
Patrimoines	317	165	745	410	338	337		73	
Création	85	193	700	468	411	401		57	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	121	118	390	307	272	272		35	
Soutien aux politiques du ministère de la culture	64	63	317	311	290	299		20	
<b>DEFENSE</b>	<b>2 893</b>	<b>5 219</b>	<b>18 928</b>	<b>24 187</b>	<b>22 463</b>	<b>22 457</b>		<b>1 724</b>	
Environnement et prospective de la politique de défense	58	296	787	964	919	919		44	
Préparation et emploi des forces	709	966	4 369	5 355	4 953	4 949		403	
Soutien de la politique de la défense	1 930	1 973	9 924	9 921	9 492	9 489		430	
Equipement des forces	196	1 984	3 849	7 947	7 099	7 099		848	
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>67</b>	<b>61</b>	<b>374</b>	<b>342</b>	<b>372</b>	<b>373</b>		<b>-31</b>	
Coordination du travail gouvernemental	62	56	298	275	261	262		14	
Protection des droits et libertés	5	6	75	67	63	63		4	
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	48	48		-48	
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 565</b>	<b>3 925</b>	<b>21 023</b>	<b>18 652</b>	<b>14 745</b>	<b>14 664</b>		<b>3 907</b>	
Infrastructures et services de transports	887	1 154	5 013	4 014	3 926	3 863		88	
Affaires maritimes, pêche et aquaculture <sup>(1)</sup>	9	13	142	108	81	61		27	
Paysages, eau et biodiversité	12	11	141	99	87	89		12	
Expertise, information géographique et météorologie	17	1	444	285	282	282		3	
Prévention des risques	25	19	787	303	285	286		18	
Energie, climat et après-mines	1 345	176	3 479	3 244	2 064	2 062		1 181	
Service public de l'énergie	-163	2 255	8 869	8 869	6 457	6 457		2 411	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	216	234	1 337	1 309	1 268	1 269		41	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	45	45	400	400	295	295		105	
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires <sup>(2)</sup>	172	16	409	20	0	0		20	



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2023		Cumul à fin mai 2022 retraité		Cumul à fin mai 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité	
	unité : million d'€.							
<b>ECONOMIE</b>	<b>-1 155</b>	<b>180</b>	<b>1 006</b>	<b>1 873</b>	<b>2 829</b>	<b>2 688</b>		<b>-956</b>
Développement des entreprises et régulations	188	107	1 634	1 289	485	470		804
Plan "France Très haut débit"	-1 393	0	-1 393	0	0	0		0
Statistiques et études économiques	37	35	200	195	191	191		4
Stratégies économiques	12	38	565	390	406	279		-16
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	1 748	1 748		-1 748
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>10 856</b>	<b>10 724</b>	<b>26 447</b>	<b>32 970</b>	<b>22 247</b>	<b>22 247</b>		<b>10 723</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	10 724	10 724	25 589	25 589	21 722	21 722		3 867
Appels en garantie de l'Etat	132	0	828	696	419	419		277
Epargne	0	0	30	30	25	25		5
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0		0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0		0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	80	80		-12
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	0	0		6 586
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 339</b>	<b>6 316</b>	<b>34 448</b>	<b>34 248</b>	<b>33 475</b>	<b>33 485</b>		<b>773</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	2 033	2 031	10 375	10 371	10 034	10 033		337
Enseignement scolaire public du second degré	2 935	2 929	14 962	14 950	14 507	14 511		443
Vie de l'élève	382	379	3 625	3 601	3 705	3 705		-104
Enseignement privé du premier et du second degrés	630	602	3 615	3 563	3 469	3 469		94
Soutien de la politique de l'éducation nationale	220	205	1 131	1 035	1 029	1 029		6
Enseignement technique agricole	138	170	739	728	732	739		-4
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>817</b>	<b>827</b>	<b>4 404</b>	<b>4 214</b>	<b>4 071</b>	<b>4 070</b>		<b>143</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	629	633	3 293	3 153	3 085	3 082		67
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	65	427	401	347	349		54
Facilitation et sécurisation des échanges	124	130	684	661	638	639		22
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>150</b>	<b>152</b>	<b>882</b>	<b>716</b>	<b>732</b>	<b>732</b>		<b>-16</b>
Immigration et asile	134	61	651	523	556	556		-32
Intégration et accès à la nationalité française	16	91	231	193	177	177		16
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>523</b>	<b>0</b>	<b>682</b>	<b>682</b>		<b>-682</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	95	95		-95
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	237	237		-237
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	120	120		-120
Financement des investissements stratégiques	18	0	18	0	50	50		-50
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	505	0	180	180		-180
<b>JUSTICE</b>	<b>726</b>	<b>828</b>	<b>5 008</b>	<b>4 682</b>	<b>4 377</b>	<b>4 378</b>		<b>305</b>
Justice judiciaire	296	331	1 867	1 759	1 683	1 683		76
Administration pénitentiaire	320	354	1 871	1 860	1 739	1 739		121
Protection judiciaire de la jeunesse	77	83	532	415	373	373		42
Accès au droit et à la justice	7	8	385	379	377	377		2
Conduite et pilotage de la politique de la justice	26	53	352	267	203	204		64
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2	2		0
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>39</b>	<b>21</b>	<b>458</b>	<b>278</b>	<b>198</b>	<b>197</b>		<b>81</b>
Presse et médias	4	2	193	178	110	110		68
Livre et industries culturelles	35	18	265	100	88	87		12
<b>OUTRE-MER</b>	<b>244</b>	<b>151</b>	<b>1 710</b>	<b>844</b>	<b>618</b>	<b>725</b>		<b>226</b>
Emploi outre-mer	189	106	1 341	594	400	506		194
Conditions de vie outre-mer	55	45	369	250	218	219		32
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>-242</b>	<b>243</b>	<b>-252</b>	<b>949</b>	<b>3 114</b>	<b>3 114</b>		<b>-2 165</b>
Écologie	-9	125	-21	666	1 269	1 269		-603
Compétitivité	1	153	3	252	818	818		-566
Cohésion	-233	-35	-233	32	1 028	1 028		-997
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE <sup>(9)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 900</b>	<b>1 900</b>		<b>-1 900</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	100	100		-100
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 775	1 775		-1 775
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0		0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0		0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	25	25		-25
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>		<b>64</b>
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105		5
Assemblée nationale	0	0	571	571	518	518		53
Sénat	0	0	346	346	339	339		8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34		0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0		0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16		-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0		0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1		0



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2023		Cumul à fin mai 2022 retraité	Cumul à fin mai 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€. RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	139	870	26 278	13 424	12 805	12 794	619
Formations supérieures et recherche universitaire	67	65	14 015	7 166	6 894	6 893	272
Vie étudiante	26	311	1 876	1 600	1 647	1 646	-47
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7	158	6 397	2 271	2 249	2 252	22
Recherche spatiale	0	173	1 778	793	715	715	78
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	12	1 194	1 016	944	943	73
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	20	43	660	272	207	206	65
Recherche duale (civile et militaire)	0	49	143	106	0	0	106
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	61	214	200	150	138	50
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	75	518	5 249	3 016	2 912	2 975	104
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	75	363	3 535	2 091	1 952	2 015	139
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	401	401	401	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	524	559	559	-36
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	544	143	1 192	1 043	2 282	2 285	-1 239
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	543	137	1 065	904	2 143	2 145	-1 240
Concours spécifiques et administration	1	6	127	140	139	140	1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 081	13 080	54 860	54 846	50 953	50 873	3 893
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	12 469	12 468	52 885	52 871	48 629	48 629	4 242
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	612	612	1 975	1 975	2 324	2 244	-349
SANTE	19	23	1 284	562	604	604	-42
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	19	23	203	129	218	218	-88
Protection maladie	0	0	1 081	432	386	386	46
Carte vitale biométrique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 886	1 821	9 432	9 154	8 809	8 810	345
Police nationale	1 027	985	5 004	4 861	4 687	4 688	173
Gendarmerie nationale	797	763	4 159	4 012	3 848	3 849	164
Sécurité et éducation routières	4	3	22	13	12	12	1
Sécurité civile	59	70	246	268	262	262	7
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	150	2 206	27 768	11 773	12 001	11 942	-228
Inclusion sociale et protection des personnes	77	1 017	12 899	5 717	5 821	5 763	-104
Handicap et dépendance	25	1 130	13 995	5 550	5 496	5 496	54
Egalité entre les femmes et les hommes	4	4	7	7	8	8	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	44	56	866	499	475	475	24
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	23	150	1 040	644	555	555	89
Sport	11	20	332	165	201	201	-36
Jeunesse et vie associative	13	40	631	287	246	246	40
Jeux olympiques et paralympiques 2024	-1	90	77	193	108	108	84
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	39	64	315	294	186	186	108
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs <sup>(1)</sup>	25	31	86	123	44	44	79
Transformation publique	7	10	36	46	36	36	10
Innovation et transformation numériques	0	0	3	2	2	2	0
Fonction publique	3	19	173	105	89	89	16
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	17	17	15	15	2
TRAVAIL ET EMPLOI	772	1 696	5 820	6 210	3 751	3 756	2 458
Accès et retour à l'emploi	407	679	3 205	2 930	2 916	2 919	14
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	309	959	2 301	2 959	524	524	2 435
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	1	28	46	46	46	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	58	286	275	265	268	9
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>42 757</b>	<b>55 519</b>	<b>275 190</b>	<b>243 914</b>	<b>224 648</b>	<b>224 378</b>	<b>19 266</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 289</b>	<b>43 051</b>	<b>222 305</b>	<b>191 043</b>	<b>176 019</b>	<b>173 505</b>	<b>15 024</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2023

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumul
	Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	8 587	41 267	39 226	39 226	2 041
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	123	550	682	714	-132
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	11 204	27 313	28 906	28 906	-1 593
Impôt sur les sociétés	11 044	26 881	28 310	28 310	-1 429
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	161	431	494	494	-62
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	102	102	-102
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	2 923	8 676	7 302	6 551	1 374
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	181	734	463	463	270
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	101	1 261	970	970	291
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	70	70	0	0	70
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	21	175	277	277	-102
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	122	218	89	89	129
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	10	17	17	-7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	7	14	14	-7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	49	51	51	-2
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	3	2	2	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	917	3 760	3 252	3 252	508
Taxe sur les services numériques	0	386	356	356	30
Taxe d'habitation sur les résidences principales	31	355	667	667	-312
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	1 407	1 485	822	71	663
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1	0
Recettes diverses	60	158	317	317	-159
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	1 182	7 319	7 318	7 689	1
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	12 827	74 983	68 958	72 938	6 025
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	2 989	14 647	17 388	16 661	-2 740
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	28	180	350	350	-169
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	82	90	90	-7
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	44	25	25	19



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai			Ecart cumul
	Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	290	1 451	1 229	1 229	222
Mutations à titre gratuit par décès	1 317	5 986	5 572	5 572	414
Contribution de sécurité immobilière	60	329	364	364	-34
Autres conventions et actes civils	32	170	186	186	-16
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	249	235	235	13
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	33	220	205	205	15
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	74	60	60	14
Timbre unique	11	140	150	150	-10
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	55	314	224	224	90
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	70	1 415	4 885	4 159	-3 470
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2	0
Amendes et confiscations	3	18	20	20	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	427	458	84	84	374
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	38	35	35	3
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	3	163	153	153	10
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	20	21	21	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	17	16	16	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	6	22	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	200	902	1 015	1 015	-113
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	84	364	298	298	66
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	156	158	158	-2
Prélèvement sur les paris sportifs	87	356	320	320	36
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	50	43	43	7
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	78	490	741	741	-251
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	77	374	322	322	51
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>39 835</b>	<b>174 755</b>	<b>169 779</b>	<b>172 685</b>	<b>4 975</b>
<b>TOTAL GENERAL (net)</b>	<b>27 366</b>	<b>121 883</b>	<b>121 150</b>	<b>121 812</b>	<b>733</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumulé
	Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>902</b>	<b>906</b>	<b>685</b>	<b>685</b>	<b>221</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	902	903	684	684	218
Autres dividendes et recettes assimilées	0	3	0	0	3
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>85</b>	<b>632</b>	<b>443</b>	<b>443</b>	<b>189</b>
Revenus du domaine public non militaire	70	243	141	141	102
Autres revenus du domaine public	0	1	2	2	-1
Revenus du domaine privé	11	288	174	174	114
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	99	125	125	-26
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>310</b>	<b>794</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>-205</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	57	172	183	183	-10
Autres frais d'assiette et de recouvrement	86	447	464	464	-18
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	24	24	-22
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	3	3	-1
Autres recettes diverses	167	171	325	325	-154
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>49</b>	<b>176</b>	<b>317</b>	<b>317</b>	<b>-141</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	3	67	16	16	51
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2	5	3	3	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	3	1	1	3
Intérêts des autres prêts et avances	23	35	247	247	-212
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	21	40	35	35	5
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	25	15	15	10



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>84</b>	<b>752</b>	<b>631</b>	<b>631</b>	<b>121</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	135	65	65	70
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	163	221	221	-58
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	6	3	3	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	78	398	281	281	117
Frais de poursuite	0	0	5	5	-4
Frais de justice et d'instance	1	3	4	4	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	7	7	-6
<b>Divers (F)</b>	<b>145</b>	<b>1 426</b>	<b>8 569</b>	<b>8 569</b>	<b>-7 143</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	211	318	318	-107
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	89	79	79	10
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	5	5	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	2	2	0
Récupération d'indus	5	25	12	12	13
Recouvrements après admission en non-valeur	8	46	60	60	-14
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	19	15	15	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	14	11	11	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	65	197	165	165	32
Produits divers	1	20	3	3	17
Autres produits divers	36	258	143	143	115
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 577</b>	<b>4 685</b>	<b>11 642</b>	<b>11 642</b>	<b>-6 957</b>

(1) Suppression en LFI 2023





	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumul
	Mai	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 072</b>	<b>-15 024</b>	<b>-13 991</b>	<b>-14 071</b>	<b>-1 033</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement</b>	<b>-2 005</b>	<b>-10 027</b>	<b>-9 997</b>	<b>-10 075</b>	<b>-30</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>
<b>Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements</b>	<b>-4</b>	<b>-4</b>	<b>-7</b>	<b>-7</b>	<b>3</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)</b>	<b>-428</b>	<b>-2 099</b>	<b>-1 501</b>	<b>-1 501</b>	<b>-598</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale</b>	<b>-11</b>	<b>-37</b>	<b>-44</b>	<b>-44</b>	<b>7</b>
<b>Dotation élu local</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion</b>	<b>0</b>	<b>-4</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>-6</b>
<b>Dotation départementale d'équipement des collèges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>
<b>Dotation régionale d'équipement scolaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dotation globale de construction et d'équipement scolaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle</b>	<b>-240</b>	<b>-1 200</b>	<b>-1 203</b>	<b>-1 203</b>	<b>4</b>
<b>Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale</b>	<b>-12</b>	<b>-23</b>	<b>-23</b>	<b>-23</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-4</b>
<b>Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte</b>	<b>-9</b>	<b>-45</b>	<b>-45</b>	<b>-45</b>	<b>0</b>
<b>Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle</b>	<b>-27</b>	<b>-27</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-26</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-27</b>	<b>-27</b>	<b>27</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage</b>	<b>-13</b>	<b>-26</b>	<b>-25</b>	<b>-25</b>	<b>-1</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française</b>	<b>-8</b>	<b>-38</b>	<b>-38</b>	<b>-38</b>	<b>0</b>
<b>Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>283</b>	<b>283</b>	<b>-254</b>
<b>Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels</b>	<b>-315</b>	<b>-1 518</b>	<b>-1 367</b>	<b>-1 367</b>	<b>-151</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 084</b>	<b>-10 457</b>	<b>-10 929</b>	<b>-10 929</b>	<b>472</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 155</b>	<b>-25 481</b>	<b>-24 920</b>	<b>-25 000</b>	<b>-561</b>
<b>Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup></b>					
<b>Fonds de concours ordinaires et spéciaux</b>	<b>244</b>	<b>1 843</b>	<b>1 925</b>	<b>1 925</b>	<b>-82</b>
<b>Fonds de concours - coopération internationale</b>	<b>60</b>	<b>361</b>	<b>203</b>	<b>203</b>	<b>159</b>
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS <sup>(1)</sup></b>	<b>305</b>	<b>2 205</b>	<b>2 128</b>	<b>2 128</b>	<b>77</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023





Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Mai 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de mai		Cumul à fin mai						Ecart cumul				
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes				Soldes			
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		2023	2022 retraité	2022 exécuté	Soldes 2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.													
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>6 177</b>	<b>5 308</b>	<b>38 251</b>	<b>28 403</b>	<b>28 403</b>	<b>38 417</b>	<b>28 394</b>	<b>28 394</b>	<b>166</b>	<b>-9</b>	<b>-9</b>	<b>175</b>	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	21	165	87	141	141	776	707	707	689	565	565	124	
Développement agricole et rural	6	104	14	11	11	118	110	110	104	99	99	5	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	5	31	109	136	136	156	157	157	47	21	21	26	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	23	134	97	97	271	128	128	137	31	31	106	
Participation de la France au désendettement de la Grèce <sup>(1)</sup>	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34	
Participations financières de l'Etat	987	20	11 808	3 113	3 113	10 891	1 941	1 941	-917	-1 172	-1 172	255	
Pensions	5 130	4 965	26 099	24 871	24 871	26 205	25 351	25 351	106	480	480	-374	
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 583</b>	<b>7 000</b>	<b>52 209</b>	<b>49 570</b>	<b>49 570</b>	<b>31 825</b>	<b>30 136</b>	<b>30 136</b>	<b>-20 384</b>	<b>-19 434</b>	<b>-19 434</b>	<b>-951</b>	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	318	5	1 590	1 542	1 542	35	998	998	-1 555	-544	-544	-1 011	
Avances aux collectivités territoriales	10 048	6 948	48 793	45 388	45 388	30 800	27 950	27 950	-17 992	-17 438	-17 438	-554	
Prêts à des Etats étrangers	166	9	460	567	567	85	289	289	-374	-278	-278	-96	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	51	7	197	746	746	212	188	188	15	-558	-558	573	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics <sup>(2)</sup>	0	31	1 170	1 326	1 326	692	711	711	-478	-615	-615	137	
<b>Comptes de commerce</b>	<b>11 454</b>	<b>11 360</b>	<b>30 095</b>	<b>24 254</b>	<b>24 254</b>	<b>30 840</b>	<b>24 355</b>	<b>24 355</b>	<b>744</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>643</b>	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires <sup>(2)</sup>	75	11	433	375	375	463	400	400	30	25	25	5	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	79	79	79	74	75	75	-5	-4	-4	-1	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	566	290	290	566	290	290	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	26	232	232	232	270	369	369	38	136	136	-98	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	11 230	11 242	27 688	22 671	22 671	28 052	22 671	22 671	364	0	0	363	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	1	1	0	4	4	0	3	3	-4	
Opérations commerciales des domaines	6	10	29	21	21	42	41	41	13	20	20	-8	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	5	13	12	12	12	8	8	0	-4	-4	4	
Renouvellement des concessions hydroélectriques <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	77	51	1 055	572	572	1 361	496	496	305	-76	-76	381	
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>41</b>	<b>734</b>	<b>67</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>	<b>770</b>	<b>870</b>	<b>870</b>	<b>703</b>	<b>-1 240</b>	<b>-1 240</b>	<b>1 943</b>	
Emission des monnaies métalliques	36	27	53	67	67	61	59	59	8	-8	-8	16	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	5	707	7	2 040	2 040	707	809	809	700	-1 231	-1 231	1 931	
Pertes et bénéfices de change	0	0	7	4	4	2	3	3	-5	-1	-1	-4	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>28 255</b>	<b>24 402</b>	<b>120 623</b>	<b>104 338</b>	<b>104 338</b>	<b>101 852</b>	<b>83 756</b>	<b>83 756</b>	<b>-18 771</b>	<b>-20 582</b>	<b>-20 582</b>	<b>1 811</b>	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>28 250</b>	<b>23 695</b>	<b>120 616</b>	<b>102 298</b>	<b>102 298</b>	<b>101 144</b>	<b>82 947</b>	<b>82 947</b>	<b>-19 471</b>	<b>-19 351</b>	<b>-19 351</b>	<b>-120</b>	

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	-5	384
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	-624	4 211
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>5 235</b>	<b>-630</b>	<b>4 605</b>
	CEPL	Régions	2 683	-451	2 232
		Départements	12 020	-2 392	9 628
		Communes	31 795	-3 630	28 165
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-1 041	17 834
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-338	2 054
		Autres	10 106	-165	9 941
	<b>Total CEPL</b>		<b>77 872</b>	<b>-8 017</b>	<b>69 855</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>9 230</b>	<b>-1 011</b>	<b>8 219</b>
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-4 252	22 721
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	1 442	23 530
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	1 015	6 190
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-831	1 474
	<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>56 540</b>	<b>-2 626</b>	<b>53 914</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>8 816</b>	<b>-134</b>	<b>8 682</b>
	<b>Union européenne</b>		<b>3 975</b>	<b>-1 038</b>	<b>2 937</b>
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	18	6 004	
	GIP	1 887	86	1 973	
	EPLÉ	2 809	1 167	3 976	
	Autres correspondants	3 338	106	3 444	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>14 091</b>	<b>1 305</b>	<b>15 396</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>175 760</b>	<b>-12 151</b>	<b>163 609</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	1 002	1 308	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	160	162	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>309</b>	<b>1 161</b>	<b>1 470</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>176 069</b>	<b>-10 990</b>	<b>165 079</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)</b>		<b>176 069</b>	<b>-10 990</b>	<b>165 079</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2023
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 277 824</b>	<b>65 524</b>	<b>2 343 348</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>2 129 361</b>	<b>57 928</b>	<b>2 187 289</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	57 928	2 187 289
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 867 131	47 957	1 915 087
- <i>taux variable</i>	213 940	8 734	222 674
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>148 463</b>	<b>7 596</b>	<b>156 059</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	7 596	156 059
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>34 468</b>	<b>-1 770</b>	<b>32 697</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 312 292</b>	<b>63 754</b>	<b>2 376 045</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dépenses et recettes nettes**

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours et attributions de produits**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes (PSR)**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

#### **Titre**

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.